

Vendredi 5 février 2021 :

Alors que le nombre de patients hospitalisés en France a reculé pour le deuxième jour d'affilée, Jean Castex a maintenu la pression au cours de sa sinistre prise de parole du jeudi soir, en appelant à la « mobilisation générale ».

Hier, ce sont les entreprises qui ont été montrées du doigt, le Premier ministre jugeant « impératif » de « télétravailler partout où c'est possible » et regrettant que depuis la fin de l'année le recours au télétravail se soit réduit...

Sauf que l'obligation ne se décrète pas et qu'elle ne figure d'ailleurs pas dans le Code du travail.

A ce titre, l'accord national interprofessionnel (ANI) sur le télétravail conclu le 26 novembre 2020 s'apparente plus à un guide des bonnes pratiques à destination des employeurs qu'à un texte fixant un cadre légal et des règles contraignantes.

Et puis la généralisation du télétravail risque aussi de transformer les travailleurs en véritables « apatrides » du monde du travail...

Il y a donc toute une réflexion à mener qui ne peut être envisagée dans l'urgence et de manière globale mais davantage dans le cadre du dialogue social et de négociations au niveau des branches et des entreprises.

Comme souvent avec ce gouvernement, responsabilisation rime avec culpabilisation.

Loin d'assumer son pari de vendredi dernier (lire [réflexions gaullistes CC, 30/01](#)), l'exécutif manie la carotte et le bâton et cherche des boucs-émissaires pour faire peser les

conséquences de ses choix sur les autres.

Ainsi, si confinement il y a, ce ne sera surtout pas la faute de l'exécutif qui aura tout tenté pour l'éviter mais n'aura pas pu faire autrement face à l'indiscipline des Français attachés à leur travail en présentiel, quand ce n'est pas à leurs vacances...

Ou comment donner un sens à l'absurde : car de pédagogie il n'y a pas mais simplement du marketing politique à quelques mois de la présidentielle !

Voilà à quoi nous mènent les politiques à courte vue...

« Nous vivons dans une économie hors-sol pour une nation hors d'elle-même. Plus encore que le risque de dépression économique, ce qui nous guette c'est la dépression nerveuse. Ainsi, le gouvernement a une double tâche : vacciner les Français et leur redonner le sentiment qu'ils ont encore un rôle à jouer dans la gestion de leur propre existence », écrit Jacques Julliard, éditorialiste de "Marianne", dans le numéro 1247 de ce matin.

Cela ne saurait être mieux résumé !